

L'AMI DE LA RELIGION

DE LA PATRIE.

JOURNAL ECCLESIASTIQUE, POLITIQUE, LITTÉRAIRE, ET DE L'INSTRUCTION POPULAIRE.

12s. 6a. ANNÉE.

Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas.

ANNÉE. 12s. 6a.

BUREAU DE RÉDACTION, Rue Ste. Famille, No. 14.

Québec, LUNDI, 27 Novembre, 1848.

BUREAU DE RÉDACTION, Rue Ste. Famille, No. 14.

LE COMMUNISME et le Socialisme.

SIMPLE DIALOGUE.

LE PÈRE THOMAS, vieux cultivateur; PIERRE, son petit-fils.

Le père Thomas.—Te voilà revenu de la ville, Pierre !... Eh bien ! quoi de nouveau ?

Pierre. Ah ! dam ! mon grand-père... j'ai été dans un endroit où il se disait de fameuses choses, allez. On m'a conduit dans un club.

Le père Thomas. Un club... Ah ! oui... quand j'avais vingt ans comme toi, il y en avait aussi des clubs !... Et ils faisaient de belle besogne !

Pierre. On était là une foule de monde, dans une salle... qu'on s'y étouffait. Il y a un particulier qui est monté à la tribune... comme on dit, une espèce de chaire à prêcher. C'est un homme qui a la langue bien pendue ! D'abord, il nous a parlé de socialisme.

Le père Thomas. Le socialisme ?

Pierre. Comme quoi tout doit être en commun... comme quoi tous les hommes généralement ne doivent former qu'une seule famille, qu'une grande association.

Le père Thomas. Oui, c'est ça ; le communisme. J'ai entendu parler de cette invention-là, Socialisme ou communisme, c'est exactement la même denrée... Seulement, on met une autre étiquette sur le sac, voilà tout. Et, qu'est-ce qu'il te disait encore, ton particulier ?

Pierre. Il disait que la famille est une chimère, que la propriété est un vol.

Le père Thomas. La famille, une chimère ! la propriété, un vol ! A ce compte nous sommes donc des voleurs, nous autres qui possédons une maison, un champ, acquis par le travail de toute notre vie ?

Pierre. Dam !... Ça ma bien paru un peu étonnant.

Le père Thomas. Ce champ, cette maison, n'est-ce pas à toi qu'ils doivent revenir, après moi, après ton père ?

Pierre. Dam ! grand-père... je l'avais toujours cru comme ça.

Le père Thomas. Toi-même, quand tu seras établi, quand tu auras une femme, des enfants, est-ce que tu te sentirais le même cœur à l'ouvrage, si tu n'avais pas cette idée que tu travailles pour eux ?

Pierre. Il me semble bien que non grand-père.

Le père Thomas. Suppose un moment les doctrines socialistes ou communistes mises en pratique. Voilà donc l'homme honnête, laborieux, qui se fatiguerait pour nourrir le mauvais sujet, le fainéant ; voilà le maladroît placé sur la même ligne que le plus habile. Les joes du bon père de famille, qui fait de son ménage son petit monde, qui est heureux de rapporter chez lui le fruit de ses sueurs, les voilà supprimées, anéanties !... La société n'est plus qu'une grande gamelle où tout le monde mangera en commun, même ceux qui n'auront rien apporté pour faire la soupe !

Pierre. Il est bien vrai que ça ne se peut pas être juste.

Le père Thomas. Dès lors, tout serait triste, tout serait mort. Autant vaudrait la prison, le bagne ! Comme il n'y aurait plus d'émulation pour personne, l'agriculture, les arts, l'industrie, rien ne serait de progrès, tout déperirait, et le monde irait à reculons.

Pierre. C'est pourtant vrai !

Le père Thomas. Il n'y a pas besoin, mon

garçon, d'être bien malin pour voir ça : il suffit d'avoir un peu de bon sens.

Pierre. Oui ; mais les riches ?... comme on a dit dans le club... Est-ce que c'est juste qu'il y ait des riches et des pauvres ?... Est-ce que tout le monde ne doit pas être égal ?

Le père Thomas. Mon garçon, vois-tu bien, il y a quelqu'un qui en savait un peu plus que tous les parleurs des clubs, et qui a prêché, il y a déjà bien longtemps, la véritable égalité. Celui-là, c'est Jésus-Christ. C'est lui qui a enseigné que devant Dieu le plus riche et le plus grand n'est pas davantage que le plus pauvre et le plus petit ; cette égalité-là, l'égalité chrétienne, est la seule possible. D'ailleurs, est-ce qu'une grande fortune, bien employée, ne fait pas vivre une quantité de bras ? Le château, l'hôtel que l'on bâtit, ne donnent-ils pas de l'ouvrage à des sculpteurs, à des peintres, à des doreurs ? Est-ce que les carrossières seraient des voitures, s'il n'y avait personne pour monter dedans ? Est-ce que l'on fabriquerait de belles étoffes, si personne n'avait le moyen d'en porter ? Les communistes, avec leur niveau général, ne serait que rendre tout le monde pauvre, que nous donner l'égalité de la misère. Je ne vois pas à qui ça profiterait.

Pierre. Au fait, grand-père, je n'avais pas pensé à tout ça.

Le père Thomas. Nous autres qui étions fermiers, nous sommes, par notre travail, notre bonne conduite, devenus propriétaires. Nombre de gros fabricants ont commencé par être de simples ouvriers. Combien d'hommes nés pauvres et obscurs se sont élevés par leur génie, aux premiers rangs de la société ! Avec le communisme, plus rien de pareil ; ce serait, je te le répète, la communauté de l'esclavage, de la misère et de l'abrutissement.

Pierre. C'est vrai !

Le père Thomas. Crois-moi, mon garçon, prends à mon exemple l'habitude de lire tous les jours un chapitre de l'Évangile. Là, tu trouveras des enseignements meilleurs que tous ceux de ces faiseurs de phrases qui tâchent de bouleverser la société pour pêcher en eau trouble. La sont la liberté, l'égalité, la fraternité véritables.

Pierre. Je suivrai votre conseil, grand-père. Le brailard du club a dit qu'il fallait en établir, des clubs, jusque dans les moindres villages. Qu'il ne s'avise pas de venir ici ! J'ai là un bon bâton d'épine...

Le père Thomas. Il suffirait de lui dire, net et ferme, qu'il fera bien de s'en aller au plus vite, qu'il n'y a rien à gagner pour lui chez nous. Si lui et ses partisans voulaient passer des paroles aux actions, ce serait alors le cas de montrer que nous avons non-seulement des bâtons, mais de bons fusils, pour défendre nos familles, notre foyer, notre religion, tout ce qui nous est cher.

Pierre. Oui, grand-père : pour ma part, je vais me faire inscrire dans la garde nationale ; quand nous nommerons nos officiers, vous me direz quels sont les plus braves gens de la commune, pour que je leur donne ma voix, et s'il s'agit de marcher, je ne serai pas absent à l'appel.

Le père Thomas. Très-bien, mon garçon ; et sois sûr que dans l'occasion, malgré mes 75 ans, je marcherais encore avec ton père et toi. Que partout chacun en fasse autant, et le socialisme, le communisme, comme il voudra s'appeler, n'aura pas même la tentation d'essayer la partie.

EXTRAITS des derniers journaux français.

La future présidence.

Le projet de décret relatif à la nomination du président de la république n'est pas encore voté, et voilà que déjà les candidats abondent. Chaque journal organe d'un parti ou d'un intérêt quelconque procède aux travaux de l'incubation politique avec un zèle qui serait admirable si le dévouement à la république n'apparaissait qu'au second plan de ces vives sollicitudes patriotiques. Le plus ardent, le plus chaud, le plus résolu, le plus tendre et le plus curieux pour les soucis de cette paternité factice, c'est le journal de M. de Girardin, la Presse.

Voici comment ce journal s'y prend pour amener à un degré de chaleur viable sa grande incubation présidentielle :

" M. Louis Bonaparte détend la situation trop fortement tendue ; il applanit les difficultés, il n'en crée pas ; il facilite les solutions dans l'avenir, il n'en complice aucune ; il n'a pas eu de commandement militaire qui doive inspirer la crainte d'un descendant sur l'armée dont il serait tenté d'abuser. Plus la majorité qui l'éliera sera considérable, et plus elle lui rendra la tâche facile, en lui donnant la force de résister à toutes les exigences impatientes, excessives, prématurées. Ainsi, plus la pyramide est large dans sa base, et moins elle est aisée à ébranler et à renverser. Il ne saurait donc y avoir d'hésitation : toutes les classes, toutes les opinions doivent se réunir pour n'avoir qu'un seul candidat, afin que l'épreuve qui nous reste à traverser soit décisive. Or, s'il est un candidat dont le nom se prête miraculeusement, il faut le dire ; à cet accord de toutes les opinions et de toutes les classes, c'est le candidat qui s'appelle Louis-Napoléon Bonaparte.

" M. Cavaignac, c'est l'incarnation du National ; " M. Lamartine, c'est la modération ; " M. Ledru-Rollin, c'est l'indépendance ; " M. Thiers, c'est l'intervention ; " M. Bugeaud, c'est l'arbitraire ; " M. Louis-Napoléon, c'est l'avenir.

" C'est l'avenir ! parce que la constitution ayant décidé qu'un président de la république serait élu, il simplifie tout et n'exclut rien."

Il faut rendre à César ce qui appartient à César et à M. de Girardin ce qui lui appartient, à savoir que M. Louis-Napoléon est l'avenir. On pourrait objecter que le candidat de la Presse est plutôt le passé que l'avenir.

Du reste, la réclame de la Presse est arrivée d'une façon si brusque, si peu attendue, que le fait a donné cours à de singulières conjectures. On croit avoir maintenant la raison des attaques incessantes et acrimonieuses de M. Emile de Girardin contre le général Cavaignac.

Le Siècle chauffe très-fort la candidature de M. Cavaignac.

" Ce choix, dit-il, sans contredit, sera celui des hommes sensés, prévoyants, qui veulent marcher par la voie la plus droite et la plus sûre au rétablissement complet de l'ordre et à l'affermissement des institutions républicaines."

L'Ére Nouvelle ne cache pas ses sympathies vives pour M. Lamartine que le Courrier français repousse.

La Réforme a toutes sortes de douceurs montagnardes pour des candidatures comme celle de M. Ledru-Rollin, à défaut de Barbès et de M. Flocon, qu'elle n'ose pas ommener.

Le Constitutionnel est le plus réservé de tous : il cache son œuf, l'œuf d'où doit sortir le candidat selon son cœur. Mais des indiscrets nomment M. Thiers,

— Comme on fait des candidats à la présidence avant le décret de nomination du président, on fait aussi des ministres au président à venir.

Voilà pour la présidence de M. Louis-Napoléon qui n'est pas faite, un ministère tout fait : Ses partisans lui donnent comme ministres MM. Berryer, Molé et Thiers. Nous n'avons pas besoin de dire que M. Berryer a pu défendre M. Louis-Napoléon accusé, protégé de sa parole Louis-Philippe métré de trahison, mais qu'il ne sera pas plus le ministre de M. Louis-Napoléon qu'il n'a été celui de Louis-Philippe. Ce sont là des commodes. Ce qu'on assure, c'est que M. Louis Berryer emmènerait dernièrement M. Barrot à la campagne, et qu'il y ferait dîner avec lui l'ancien chef de la gauche dynastique.

Travaux des Commissions.

Les représentants se sont réunis aujourd'hui dans leurs bureaux pour examiner deux projets de loi qui ont une certaine importance au point de vue financier. L'un des deux projets concerne : 1° le timbre des effets de commerce ; 2° le timbre des actions dans les compagnies et sociétés de finance, de commerce et d'industrie ; 3° enfin le timbre et l'enregistrement des polices d'assurances.

Les commissaires nommés sont MM. Girard, Préard, de Pazat, Waldeck-Rousseau, Chadenet, Gouin, Déréd, Emile Leroux, Davy, Kerbow, Tassinier-Motmer, Rothier et Champagnel. Les 12e et 13e bureaux nommèrent demain.

— On assure que, sous peu de jours, treize nouveaux journaux doivent paraître dans les treize principales villes de France. Ces journaux auront pour mission de défendre la candidature de M. Louis Bonaparte. On assure également qu'un emprunt de 500,000 fr. a été contracté ces jours derniers à cet effet, par les soins d'un ancien banquier israélite de Paris, M. J. Les diamants d'une illustre princesse auraient servi de nantissement à ce prêt. (Union de l'Ouest.)

— La situation de la Banque se s'amoindrit pas. Le portefeuille a diminué cette semaine de 2 millions à Paris et de 500,000 fr. environ dans les succursales. Autre signe de la stagnation des affaires : le numéraire a augmenté de 1 million et demi à Paris.

La garde nationale parisienne à Londres.

Les journaux anglais s'entretenaient de la visite faite à Londres par des gardes nationaux de la 11e légion. Plus de 1,000 hommes ont été reçus dans la capitale de la Grande-Bretagne. Partout leur arrivée a été accueillie par les marques de la plus vive sympathie. A Douvres, la foule se pressait sur le port pour les féliciter. Le maire lui-même était venu complimenter leur commandant, et une collation a été offerte à la députation tout entière.

A Londres, la réception n'a été ni moins cordiale ni moins franche. Le lendemain de leur arrivée, les gardes nationaux se sont rendus en corps chez l'ambassadeur de France, M. de Beaumont.

Le surlendemain, sous les ordres de leur commandant, M. Mancini, ils se sont présentés chez le lord-maire. Ce magistrat, qui avait été prévenu de leur visite, les a reçus avec la plus grande courtoisie. Plusieurs aldermen et la femme du lord-maire étaient présents à la réception. Aux paroles de reconnaissance et de cordialité que lui adressa le commandant de la députation, le lord-maire répondit

qu'il était heureux de pouvoir assurer les gardes nationaux de Paris de leur bienvenue à Londres ; que son espoir et son désir étaient que cette visite ranimât entre les deux pays les sentiments de cordialité qui y régnaient déjà ; car la paix et la tranquillité dont l'Europe a si grand besoin dépendent de la bonne intelligence de ces deux peuples. Ces paroles ont été suivies de longs applaudissements. Le commandant a ensuite exprimé au lord-maire le vœu que formait la garde nationale de pouvoir rendre, dans la capitale de la France, la gracieuse et cordiale réception qu'elle recevait en Angleterre. Le lord-maire a accepté cette invitation. Les Anglais qui se pressaient autour de la maison du lord-maire félicitaient les gardes nationaux de la démarche qu'ils venaient de faire près de lui, et qui leur semblait être le signe d'une amitié durable entre deux pays trop longtemps rivaux.

Par ordre de lord-maire, la libre entrée de nos monuments a été donnée aux Français. La Tour, Westminster-Abbey, le palais et la chambre des lords ont été ouverts aux gardes nationaux. Le lord-maire a surtout vivement attiré leur attention. Ils ont aussi visité le Colosseum où leur regarda le panorama de Paris. A leur entrée, l'orchestre a joué les airs nationaux, et les Français ont répondu à cette marque d'attention en demandant le " God save the Queen " qu'ils ont écouté, la tête découverte selon l'usage respectueux des Anglais, et qu'ils ont salué par trois fois des cris de " Vive la Reine ! "

LES GARDÉS NATIONAUX DE PARIS A LONDRES.— Ce matin, on eût dit que Londres était occupée par quelque armée étrangère. Un grand nombre de gardes nationaux français, lanciers, chasseurs, voltigeurs et grenadiers, se promenaient dans les rues de West-End. Dans Leices-ter-Square, plus de 200 hommes s'étaient formés en détachement régulier, et ils se sont rendus à Horse-Guards, pour voir la reine des gardes. Ils sont allés ensuite visiter les casernes de Wellington, et exprimer leur admiration pour la manière confortable dont les soldats sont traités.

Hier au soir, un des gardes nationaux a été, dans la foule rassemblée à Regent-Street, vu de sa bourse et de sa montre.

Lorsque les gardes nationaux, qui ont visité la métropole, sont arrivés au débarcadère de South-Eastern, la demande de voitures et de cabriolets de toute espèce a d'abord amené une grande confusion. Il a fallu improviser des attelages de toute sorte. Une grande partie des gardes nationaux ont dû entrer en ville à pied. Les cochers demandaient aux étrangers 6 sh. de plus que la course ordinaire ; sur les portes des hôtels régnait un émoi extraordinaire et l'engagement des dialogues très-animés. La police a été obligée d'intervenir pour abaisser le ton et arrêter l'insolence et la malhonnêteté des cochers.

Dans Fleet-street, l'affluence pour voir passer les gardes nationaux était telle, que, quelques instants, la circulation était devenue impossible. On dit que ces voyageurs en uniforme ne comptent rester ici que quelques jours, afin qu'une nouvelle fournée de héros républicains puisse jouir des mêmes honneurs. [Globe du 24 octobre.]

— La question de la présidence est toujours l'objet des conversations, et maintenant que l'époque de l'élection va être écartée, on s'occupera plus que jamais de cette question. Déjà les partisans des divers prétendants cherchent les journaux